



Décision n° 2018-337

autorisant un campement nécessaire à la mise en œuvre de travaux autorisés
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-64

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment son article 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 28 juin 2016 par Monsieur RICKLIN Michel, EURL Montagne Aménagement Patrimoine - prestataire de travaux,

Considérant que la demande porte sur l'installation d'un campement nécessaires à la réalisation de travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du parc national,

Considérant que la programmation de ces travaux a tenu compte des sensibilités naturalistes (grands ongulés sauvages notamment) et de la saisonnalité de la fréquentation touristique locales, afin que le campement ait le moins d'incidences possibles en terme d'impacts et de dérangement,

Décide :

Article 1er :

L'EURL Montagne Aménagement Patrimoine, représentée par son gérant Monsieur RICKLIN Michel et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies dans les articles suivants, à installer un campement dans le vallon de la Minière (commune de Tende).

Ce campement est lié à la mise en œuvre des travaux de réfection du sentier du Val d'Enfer, chantier réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la période allant du 04 septembre au 12 octobre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est assorties des prescriptions suivantes :

3.1. Sont autorisés une tente « marabout » d'environ 30 m² permettant la station debout ainsi que le petit mobilier amovible utile à la vie quotidienne des agents de travaux (couchage, cuisine...).

3.2. Les éléments constitutifs du campement devront être de couleur sobre et visuellement peu impactante (gris, kaki, marron, vert foncé...).

3.3. Le campement sera positionné au niveau du sentier du Val d'Enfer, sur un emplacement préalablement convenu avec le service territorial concerné.

3.4. Aucun rejet d'eaux usées dans le milieu n'est autorisé.

3.5. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée d'utilisation du campement. A ce titre, il est notamment rappelé l'interdiction de faire du feu (hors réchaud autonome), d'utiliser des appareils de diffusion sonore, d'abandon de déchets ou d'introduction de chien.

3.6. Le lieu sera laissé en parfait état de propreté durant toute la durée de validité de la présente. A échéance, l'intégralité des installations et éléments de mobilier sera évacué du cœur du Parc national.

3.7. A charge du bénéficiaire et dès l'installation, des panneaux seront apposés à proximité du chantier à des fins d'information succincte du public. Ces panneaux seront déposés lors du repli de chantier.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'associer le chef du service territorial Roya-Bévéra ou son adjoint avant toute installation, notamment pour confirmation du lieu précis d'installation du campement.

Contacts :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 5 :

Une copie de la présente autorisation sera affichée sur le lieu du campement pendant toute la durée de validité de celle-ci, afin d'informer le public du caractère dérogatoire de ce campement.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 9 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 23 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER